

Ce document est généré par PRAM uniquement pour servir d'aide aux rédacteurs afin de remplir les formulaires de publicité en deçà et au delà des seuils européens (BOAMP ou Place ou JOUE)

TRAME D'AVIS DE MARCHE

NATURE DU MARCHE : Marché public de prestations intellectuelles

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Représentant du Maître d'Ouvrage (RMO) :

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée par arrêté préfectoral n°13-2025-01-24-00003 du 24 janvier 2025

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : Ministère du partenariat avec les territoires et de la décentralisation

Acheteurs : DREAL PACA et DIR Méditerranée, par convention de groupement de commande.

Coordonnateur du marché : DIR Méditerranée

Adresse Physique (remise contre récépissé)	Adresse Postale
DIRMED	DIRMED
SG/ILCP	SG/ILCP
De 9h30 à 11h30 et 14h à 16h	16 rue Antoine Zattara
16 rue Antoine Zattara	CS 70 248
13 003 MARSEILLE	13 331 Marseille CEDEX 3
Téléphone : 04 86 94 68 14 // 06 99 54 73 24	
Courriel : cp.ilcp.sg.dirmed@developpement-durable.gouv.fr	
Adresse du profil d'acheteur (URL) : www.marches-publics.gouv.fr	

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Objet de l'accord-cadre :

Voies Structurantes de l'Agglomération de Marseille

Missions de PI relatives à la conception et au suivi de la réalisation de voies réservées pour les VRTC et VR2+

Type de marché de services :

Classification CPV

Objet principal : 71300000

Objet complémentaire : 71311220-9

Lieu d'exécution : Agglomération Marseillaise.

Les principaux axes autoroutiers concernés par ces projets d'aménagement de voies réservées sont les suivants :

- « Vitrolles-Marseille » (autoroute A7) ;
- « Aix-en-Provence-Marseille » (autoroutes A51 et A7) ;
- « Aubagne-Marseille » (autoroute A50) ;
- « Martigues-Marseille » (autoroute A55).

ainsi que la connexion de ces axes aux réseaux départemental et métropolitain.

L'avis implique : L'établissement d'un accord-cadre

Information sur l'accord cadre :

Accord-cadre avec un seul opérateur

Durée de l'accord-cadre : 12 mois reconductible sur 3 périodes d'une durée de 12 mois chacune.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Missions de prestations intellectuelles relatives à la conception et au suivi de la réalisation :

- de voies réservées aux véhicules de transport en commun (VRTC), au covoiturage et à certaines catégories de véhicules (VR2+) ;
- d'haltes autoroutières.

Les prestations concernent :

- La réalisation d'études générales d'aménagement de voie réservées aux véhicules de transport en commun (VRTC), au covoiturage et à certaines catégories de véhicules (VR2+) (AVP, Projet) ;
- La réalisation d'études générales d'aménagement de haltes autoroutières ;
- La réalisation d'études complémentaires à ces études générales (études ouvrage d'art, études géotechniques, études de conception d'écrans acoustiques ou de PPHM) ;
- La réalisation d'études spécifiques (évaluation socio-économique, études environnementales) ;
- Les prestations pour le suivi de la réalisation des travaux de voies réservées (ACT, VISA, DET, AOR) ;
- L'assistance ponctuelle sur la mission VISA (VISA OA y compris ouvrages géotechniques ; VISA équipements) ;
- La réalisation de prestations diverses (mesure de trafics routiers in situ, assistance à la concertation publique, mesures de bruit in situ).

Le marché prévoit la possibilité, à titre annexe à la réalisation d'une VRTC/VR2+, de réaliser des études d'écrans acoustiques. Ces prestations ne relèvent du marché que si les écrans constituent avec la VRTC/VR2+ un tout indissociable et doivent être réalisées sous la même MOA et dans le cadre de l'opération VRTC/VR2+.

Options :

- * Le marché prévoira une ou plusieurs reconductions, le titulaire ne pourra pas les refuser ;
- * Nombre de reconductions éventuelles : 3 ;

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

* Origine du financement :

- État : 25 %
- Région PACA : 25 %
- Département des Bouches-du-Rhône : 25 %
- Aix-Marseille Provence Métropole : 25 %

* Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;

* Les prix seront révisables annuellement ;

* Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;

* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Autres conditions particulières :

* Il sera fait application des articles L2112-2 et 3 du Code de la Commande Publique, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;

* En application des dispositions des articles L2112-2 et 3 du Code de la Commande Publique, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes

éloignées de l'emploi.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- l'inscription sur le registre professionnel ou le registre du commerce (partie IV A 1).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires – Marchés publics) ;

* La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP seront exclus ;

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a)
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a)
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5)
- une déclaration appropriée de banque (partie IV B 6)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité) ;
- une liste des prestations exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b)
- le nom des techniciens ou des organismes techniques auxquels il fera appel (partie IV C 2)
- la liste des équipements techniques et des mesures pour s'assurer de la qualité et celle des moyens d'études et de recherches (partie IV C 3)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

Se reporter à la rubrique « référence professionnelle » ci-dessous.

B - Capacités professionnelles :

* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement,

pour chacune des 3 dernières années ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Le titulaire devra pouvoir justifier la réalisation et la bonne exécution de prestations similaires à savoir :

- au moins une étude portant sur un aménagement de VRTC ou de VR2+ sur les 3 dernières années ;
- une liste d'au moins 3 missions de Maîtrise d'Œuvre relative à la réalisation de travaux routiers, dont le montant était supérieur à 500 000 €, sur les 3 dernières années ;
- la fourniture du CV de la personne en charge de la Direction technique des prestations au sens de l'article 1.4.2 du C.C.T.P.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITERES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critère d'attribution	Pondération
Le critère prix des prestations au regard du montant HT du Détail Estimatif Indicatif.	35 %
Le critère environnemental au regard de la stratégie environnementale dont le contenu est décrit dans la liste des informations à l'article 3-1.2 du Règlement de la Consultation.	10,00 %
Le critère valeur technique au regard du mémoire technique dont le contenu est décrit dans la liste des informations à l'article 3-1.2 du Règlement de la Consultation	55 %

PROCEDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 21 / 03 / 2025 à 22 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DIRMED-25-003

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Accord-cadre à bons de commande ;
- * Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
- * Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non

* L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

* Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DIRMED-25-003", après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation ;

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

* L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur

* Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts ;

* Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, L'offre rejetée est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

* La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".

* Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique "DIRMED-25-003", le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Marseille

Adresse : 31 rue Jean-François Leca

Code postal : 13235 Ville : Marseille Cedex 2

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 04 91 13 48 13 Télécopieur : 04 91 81 13 87

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 11 / 02 / 2025

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 13

Départements de rappel : 04 05 06 83 84

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Environnement

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

75 - Services d'administration publique

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : 15 099 56 506